

La société civile cubaine condamne le blocus nord- américain



Photo: Prensa Latina

La Havane, 9 juin, (RHC)- Une déclaration condamnant le blocus nord-américain a été publiée mardi par des représentants de la société civile cubaine, ainsi que des organisations régionales et internationales basées dans notre pays, des institutions religieuses et des associations fraternelles.

Le texte a été lu lors de la clôture du 17e Forum de la société civile de la nation caribéenne contre le blocus, convoqué par l'Association cubaine des Nations Unies (ACNU) et organisé à distance.

Les participants à la réunion ont dénoncé l'augmentation progressive et systématique de l'agressivité de la politique de Washington contre le peuple cubain, politique qu'ils ont qualifiée de criminelle, génocidaire et extraterritoriale, notamment en raison de son renforcement pendant la pandémie de Covid-19.

Ils ont également rejeté la loi Helms-Burton, une «construction juridique politique» qui internationalise le blocus par l'application de mesures coercitives violant la souveraineté des pays tiers.

La déclaration souligne que l'inscription de Cuba sur la liste des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme est une action dépourvue de justification, qui a un impact sur toutes les sphères de la société, car elle accroît les difficultés du commerce international et des opérations financières.

«Le siège des États-Unis est le principal frein au plan de développement économique et social de la nation caribéenne», note le texte, ajoutant qu'il est également le principal frein à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

L'impact humanitaire et les effets sur les familles, tels que l'arrêt des programmes de réunification et la limitation des envois de fonds et des vols vers Cuba, font partie de la plainte.

La société civile cubaine a remercié tous les peuples du monde pour leur soutien aux demandes du peuple caribéen, et a appelé à intensifier les actions contre le blocus, ainsi qu'à demander au gouvernement des États-Unis d'écouter la demande internationale de mettre fin au blocus sans conditions.

Le président de l'ACNU, Fermín Quiñones, s'exprimant lors de l'événement, a souligné que le renforcement du siège des États-Unis pendant la pandémie constitue une violation manifeste des droits de l'homme, tels que le droit à la vie et à la santé.

Il a rappelé que les plus de 240 mesures coercitives appliquées par l'administration de Donald Trump sont toujours en vigueur et que, si elles ont affecté l'économie du pays, elles n'ont pas diminué l'esprit de résistance des Cubains.

Source: Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/260139-la-societe-civile-cubaine-condamne-le-blocus-nord-america>



Radio Habana Cuba